



## ■ AVIS À PUBLIER AU BOAMP XML N° 17-81484

Lundi 12 Juin 2017

Date d'envoi au service éditeur : 12/06/2017

[> Voir l'annonce sous sa forme originale](#)


Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.  
 Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).  
 En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.  
 > [Contact client](#)

### F1 - Formulaire Avis de marché

#### Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 73  
 Annonce No 17-81484  
 Travaux

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville de Chambéry.  
 Correspondant : M. le maire, direction Générale Adjointe des Services Techniques B.P. 11105 73011 Chambéry Cedex, tél. : (+33) 4-79-60-20-92,  
 courriel : [marchespublics@mairie-chambery.fr](mailto:marchespublics@mairie-chambery.fr) adresse internet : <http://www.chambery.fr>.  
 Adresse internet du profil d'acheteur : <http://mairiechambery.marcoweb.fr>.  
*Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur* : Compétences des communes prévues au code général des collectivités territoriales.

*Objet du marché* : **securisation des ecoles primaires de la ville de chambéry - fourniture, installation et maintenance d'un systeme d'alerte intrusion dans le cadre du plan particulier de mise en securite (p.p.m.s)**.

*Mots descripteurs* : Electricité (travaux), Ingénierie, Maintenance, Matériel de sécurité, Matériel de transmission.

*Type de marché de travaux* : exécution.

*CPV - Objet principal* : 45233292

*Objets supplémentaires* : 35120000

35121000

50324100.

*Lieu d'exécution* : groupes scolaires de la Ville de Chambéry (liste annexée au Cctp), 73000 Chambéry.

*Code NUTS* : FR717.

L'avis implique un marché public.

#### Caractéristiques principales :

marché unique ordinaire - Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivant : l'ensemble des travaux ne peuvent être distincts les uns des autres et ce afin de garantir leur parfaite réalisation et achèvement

*Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)* : dans le cadre de l'état d'urgence et du risque attentat, et en cohérence avec l'établissement par les écoles de leurs Plans Particuliers de Mise en Sécurité (Ppms), la Ville de Chambéry a décidé de s'engager dans une démarche de sécurisation globale au sein de ses établissements scolaires. Il s'agit, dans le cadre du marché, de doter chaque établissement scolaire d'un système d'alerte permettant de répondre à la problématique nouvelle liée aux risques d'intrusions et d'attentats. Les candidats sont tenus de présenter obligatoirement une proposition technique et financière pour des prestations de maintenance du système d'alerte intrusion-attentat (variante exigée ou prestation supplémentaire éventuelle obligatoire). Le chantier doit être terminé avant le 1<sup>er</sup> Octobre 2017. Les travaux sont donc prévus pour juillet et août 2017 et en sites occupés en septembre 2017.

*Estimation de la valeur (H.T.)* : 200 000,00 euros.

*Options : descriptions concernant les achats complémentaires* : des prestations similaires pourront être réalisées par le titulaire du contrat. : Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu, avec l'attributaire du présent contrat, à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires. *Des variantes seront-elles prises en compte* : oui. La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

*Cautionnement et garanties exigés* : retenue de garantie de 5%, qui peut être remplacée par une garantie à première demande. Garantie à première demande couvrant 100% du montant de l'avance.

*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : caractéristiques des prix : Prix global forfaitaire.

*Modalités de variation des prix* : Révision Périodique annuelle (Dans le cas où la variante obligatoire " MAINTENANCE " est retenue). Prix fermes et non actualisables pour la fourniture et l'installation des systèmes d'alerte. Une avance de 5% sera accordée dans les conditions prévues au contrat. *Modalité de règlement des comptes* : selon les modalités du C.C.A.G.-Travaux Le délai global de paiement est de 30 jours. *Modalités de financements* : Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Ressources propres de la collectivité. Budget principal (sections investissement et fonctionnement - pour la maintenance-) et fonds publics (subventions publiques demandées).

*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché* : aucune forme de groupement imposée à l'attributaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - en qualité de membres de plusieurs groupements.

*L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières* : la durée du marché ne se confond pas avec les délais d'exécution. La durée de validité du marché débute à compter de sa date de notification et prend fin au parfait achèvement des travaux de fourniture, installation et mise en service des systèmes sauf si la variante obligatoire (PSE obligatoire) " MAINTENANCE " est retenue par le pouvoir adjudicateur. Dans ce dernier cas, la durée du marché se termine à l'échéance du contrat de maintenance (durée : 3 ans). Les travaux commenceront à compter de l'ordre de service qui sera remis à cet effet au titulaire.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.

*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

#### Conditions de participation :

*Situation juridique - références requises* : déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (formulaire Dc1 dernière version 2016 ou Dume); Renseignements concernant l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :

l'inscription de l'opérateur économique sur un registre professionnel Lettre de candidature qui n'a plus à être signée - désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire Dc1 dernière version 2016 ou Dume) Copie ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

*Capacité économique et financière - références requises* : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

*Référence professionnelle et capacité technique - références requises* : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; Pour les marchés publics de travaux, de services ou pour les marchés publics de fournitures comportant également des travaux de pose et d'installation ou des prestations de services, l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les plus importants indiquant le montant, la date, le lieu d'exécution et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats. Pour chaque certificat, l'organisme acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent.

*Référence professionnelle et capacité technique - Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s)* : niveau minimal requis : QUALIFELEC Cf2 ST et agrément constructeur.

*Marché réservé* : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

**Critères d'attribution :**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 45 %;
- valeur technique : 45 %;
- délai d'installation et de mise en service : 10 %.

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

**Type de procédure :** procédure adaptée.

**Date limite de réception des offres :** 10 juillet 2017, à 12 heures.

**Délai minimum de validité des offres :** 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**Autres renseignements :**

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** 17/30.

**Renseignements complémentaires :** les éléments suivants du dossier de consultation ne sont pas disponibles par voie électronique : Les plans des écoles ne sont pas disponibles par voie électronique. Ils seront remis aux candidats lors des visites obligatoires prévues les 26 et 27 juin 2017 (cf. RC pour les modalités d'organisation des visites, l'attestation de visite est jointe en annexe au Rc). Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées au RC. Il peut également utiliser les formulaires Dc1 (lettre de candidature) et Dc2 (déclaration du candidat) joints au dossier de consultation des entreprises. L'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (Dume) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution (Ue) 2016/7 de la CE du 5/01/2016, en lieu et place des documents mentionnés au RC. Ce document devra être rédigé en français. Ces documents sont disponibles et téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/comande-publique>. Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec avis de réception ou déposées contre récépissé. Dématérialisation des procédures : Les modalités de transmission électronique des plis sont définies dans le RC. Variante exigée (prestation supplémentaire éventuelle ou PSE obligatoire) par le pouvoir adjudicateur : prestations de maintenance. Variante à l'initiative des candidats autorisée (cf. Rc).  
**Date limite d'obtention :** 10 juillet 2017, à 12 heures.

**Modalités d'ouverture des offres :**

**Date :** 11 juillet 2017, à 09 heures.

**Lieu :** ouverture dans les locaux de la personne publique. Ouverture non ouverte au publi.

**Le présent marché a un caractère périodique :** non.

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 12 juin 2017.

**Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :** Ville de Chambéry.

pôle Commande Publique Bureau 19 B.P. 11105 99, place François Mitterrand - la réception des plis déposés directement au Pôle Commande Publique est assurée du lundi au vendredi inclus de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, 73011 Chambéry Cedex, adresse internet : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>.

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :** Ville de Chambéry Direction Générale Adjointe des Services Techniques Direction Entretien et Maintenance Service Maintenance Batiments.

**Correspondant :** M. Frédéric PAUL, 99, Place François Mitterrand B.P. 11105, 73011 Chambéry Cedex, , tél. : (+33) 4-79-60-22-70, , courriel : [f.paul@mairie-chambery.fr](mailto:f.paul@mairie-chambery.fr), adresse internet : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>.

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :** Ville de Chambéry Direction des Finances et de la Commande Publique.

99, place François Mitterrand B.P. 11105, 73011 Chambéry Cedex, , tél. : (+33) 4-79-60-20-92, , courriel : [marchespublics@mairie-chambery.fr](mailto:marchespublics@mairie-chambery.fr), adresse internet : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>.

**Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :** Ville de Chambéry.

pôle Commande Publique Bureau 19 B.P. 11105 99, place François Mitterrand, 73011 Chambéry Cedex, , courriel : [marchespublics@mairie-chambery.fr](mailto:marchespublics@mairie-chambery.fr), adresse internet : <http://mairie-chambery.marcoweb.fr>.

**Instance chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Grenoble 2, place de Verdun B.P. 1135 38022 Grenoble Cedex, tél. : (+33) 4-76-42-90-06, courriel : [greffe-ta-grenoble@juradm.fr](mailto:greffe-ta-grenoble@juradm.fr), télécopieur : (+33) 4-76-51-89-44.

**Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :** la procédure de passation du présent contrat peut être contestée devant le Tribunal Administratif de Grenoble selon les voies et délais de recours suivants : - un référé précontractuel jusqu'à la signature du contrat (articles L. 551-1 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) ; - un référé contractuel dans un délai de trente-et-un (31) jours à compter de la publication d'un avis d'attribution ou, si aucun avis d'attribution n'a été publié, dans un délai de six (6) mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) ; - un recours de pleine juridiction en contestation de validité contractuelle dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi ; - un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

**Eléments de facturation :**

**Votre référence de commande au BOAMP :** 17/30/1

**Libellé de la facture :** Mairie de Chambéry Direction des Finances et de la Comman de Publique B.P. 1105 73011 Chambéry Cedex

**Siret :** 21730065600014

**Classe de profil :** Commune

**Indexation de l'annonce :**

**Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation** <http://www.boamp.fr> : 10 juillet 2017

**Objet de l'avis :** SECURISATION DES ECOLES PRIMAIRES DE LA VILLE DE CHAMBERY - FOURNITURE, INSTALLATION ET MAINTENANCE D'UN SYSTEME D'ALERTE INTRUSION DANS LE CADRE DU P.P.M.S DES ECOLES PRIMAIRES

**Nom de l'organisme :** VILLE DE CHAMBERY

**Critères sociaux ou environnementaux :** Aucun



CONS3361243



> Informations légales